



Genre dans le Fair Tax Monitor

Dans le cadre de ses efforts visant à aider les équipes pays à identifier les grandes failles des systèmes fiscaux nationaux, Oxfam, en partenariat avec le Tax Justice Network Africa, a développé le Fair Tax Monitor (FTM). Le FTM est un outil de plaidoyer reposant sur des données probantes qui identifie les goulets d'étranglement au sein des systèmes fiscaux et fournit des données factuelles à des fins de plaidoyer aux niveaux national et international. Il permet de comparer les politiques et pratiques fiscales de différents pays à partir d'une méthodologie standardisée et une approche unique de recherche. Le FTM repose sur des données et des analyses issues de rapports pays élaborés dans le cadre de travaux de recherche communs. L'outil reflète les efforts entrepris par ailleurs afin d'exposer les biais négatifs explicites et implicites envers les femmes dans les politiques fiscales. Le FTM sera donc utilisé pour promouvoir le retrait de tels biais du code des impôts de pays dans lesquels Oxfam et ses partenaires opèrent.

Les rapports nationaux des pays participant au FTM indiquent que des réformes législatives et administratives sont en cours afin de simplifier le système de collecte des impôts et d'élargir la couverture. Les résultats ont également mis en lumière d'autres tendances et défis similaires auxquels sont confrontés les pays en développement dans leurs efforts visant à renforcer leur système fiscal :

- Tandis que le nombre de personnes imposées sur le revenu dans ces pays est très bas, le respect des obligations fiscales constitue un défi de taille. Au lieu d'élargir leur assiette fiscale en faisant respecter l'impôt sur les entreprises et les revenus, les pays ont tendance à se reposer sur la TVA et d'autres impôts indirects. Le Pakistan illustre parfaitement cette situation, sa dépendance vis-à-vis des impôts indirects ayant augmenté de 48 % au cours des trois dernières années. Si certains avancent que l'impôt indirect est plus simple à imposer et collecter, il est hautement régressif et pèse beaucoup plus lourd sur les personnes les plus pauvres de la société.
- Tous les pays font face à des pertes colossales de recettes fiscales en raison de nombreuses exemptions, en particulier à cause de celles destinées aux grandes entreprises, qui ne profitent pas aux personnes pauvres mais contribuent à gonfler les profits et les revenus des plus riches. L'Ouganda par exemple a perdu 15,7 % de ses recettes entre 2010 et 2017 en raison d'incitations et d'exemptions fiscales. Les pays doivent impérativement effectuer des études adaptées avant de mettre en place de telles exemptions, étant donné que la plupart du temps, les fonds pourraient être employés dans d'autres domaines (tels que les infrastructures et l'éducation) afin de promouvoir le développement économique durable.
- L'impôt sur la richesse et la propriété demeure nouveau dans de nombreux pays en raison des administrations peu structurées et sous financées, de l'évasion fiscale des plus riches et des faibles taux de respect des obligations fiscales. Le Nigeria illustre malheureusement cette tendance avec un taux de respect des obligations fiscales en dessous des 10 %. Pour collecter les recettes nécessaires au financement de services publics essentiels, une administration fiscale qui fonctionne convenablement est indispensable.
- La fiscalité est loin de tenir compte des questions de genre, ce qui donne lieu à une imposition injuste pour les femmes et les filles alors qu'elles ont également besoin d'accéder à des services publics essentiels mieux financés. Le Bangladesh a mis en place une politique intéressante établissant un seuil de l'impôt sur le revenu plus généreux pour les femmes qui tient compte de l'écart salarial et du taux élevé de travail informel.

Les recettes collectées par le biais des impôts doivent aussi être utilisées en faveur de la population, en particulier des groupes les plus pauvres et marginalisés. La catégorie consacrée aux dépenses publiques du FTM révèle qu'il n'y a pas suffisamment de fonds alloués aux services essentiels. Les pays doivent respecter les références internationales en matière de dépenses dans l'éducation et la santé afin de motiver les contribuables à remplir davantage leurs obligations fiscales.

Enfin, on ne peut pas considérer qu'un système fiscal est juste tant que les processus de collecte ne sont pas transparents, que les données ne sont pas ventilées par sexe et disponibles au public. Plus de transparence et moins de pouvoirs discrétionnaires contribueront également à augmenter les recettes fiscales et par la même occasion les ressources disponibles pour les services publics. Les droits des citoyens à être informés doivent également comprendre les politiques fiscales. Les gouvernements doivent rassembler et publier les données et les informations concernant les systèmes fiscaux de façon à ce qu'elles soient utiles pour des analyses supplémentaires (c-à-d ventilées) et rendre la fiscalité plus compréhensible pour le grand public.

Comme l'indiquent ces résultats, le FTM est un outil unique pour le plaidoyer basé sur des données probantes qui met en évidence des enjeux propres à un pays en particulier. Il s'articule autour de six éléments composant un système fiscal juste, en analysant chacun d'eux avec des techniques qualitatives et quantitatives visant à identifier les goulets d'étranglement et les opportunités de plaidoyer.

L'approche du FTM a été développée avec le Tax Justice Network – Africa par le biais d'une procédure participative tirant parti de l'expérience des organisations locales et internationales. L'utilisation d'un cadre de recherche commun permet la comparaison des politiques et des pratiques fiscales au fil du temps mais aussi entre pays. En 2016, Oxfam a publié Fair Tax Monitor Composite Report à partir des principaux résultats et des rapports nationaux du Bangladesh, du Pakistan, du Sénégal et de l'Ouganda.

Le FTM est actuellement en cours d'expansion afin d'inclure des pays en développement aux contextes socio-économiques différents et par conséquent élargir la base de systèmes fiscaux comparatifs et l'importance du projet. La dernière série de rapports nationaux, publiée en 2018, inclut le Cambodge, le Nigeria, le Vietnam, la Tunisie, et le Territoire palestinien occupé.

Pour obtenir plus d'informations, veuillez contacter Ilse Balstra (Ilse.Balstra@oxfamnovib.org).